

NOSOTROS



Journal a périodique du groupe anarchiste du Comminges - Froid 2016/2017 - PRIX LIBRE



AU SOMMAIRE,

Ni patrie ni frontières, ni mairie ni maire !

Mai 2016, manif' sauvage à Saint Gaudens !

Pour une écologie (radicalement) anarchiste

Répression et violences policières

Brève de tribunal, récit d'un cobaye

Chronique du livre "Aux marches du Palais"

Groupe de l'Organisation Anarchiste
Contact mail : nosotros1936@yahoo.fr
(N'hésitez pas à nous contacter si vous désirez proposer des articles)



Ni patrie, ni frontières ! Ni mairie, ni maire !!

Le 12 septembre dernier, le maire ainsi qu'une grande partie de ses sbires affirmaient leur position xénophobe en refusant l'hospitalité à une poignée de réfugiés, ceux-là même qui fuient nos guerres et les conséquences économiques désastreuses du libéralisme imposé. Ainsi donc, refus du Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile (CADA) rue du Pradet... Prétextant n'avoir pas été consulté par l'État, la mairie refuse toute solidarité et se vautre dans des relents nauséabonds puant les sombres jours du pétaïnisme. L'électorat nationaliste et réactionnaire ne peut qu'applaudir la sentence.



Parce qu'il s'agit d'êtres humains

Aussi incroyable que cela puisse paraître, ce sont des individus que l'on traite tels de bêtes objets ; il s'agit d'êtres, d'hommes et de femmes, en plein milieu de ce capharnaüm, écartelés entre les manœuvres politiciennes et les tribunes médiatiques. Car si l'attitude de la mairie est honteuse, l'État, sous couvert d'humanisme, déloge dans un même temps les campements de migrants avec l'aide de sa milice organisée. Les flics vident Calais pour parquer les réfugiés dans des bus, sous haute surveillance, avant d'éparpiller les populations migrantes un peu partout en France, pour mieux les fragiliser.

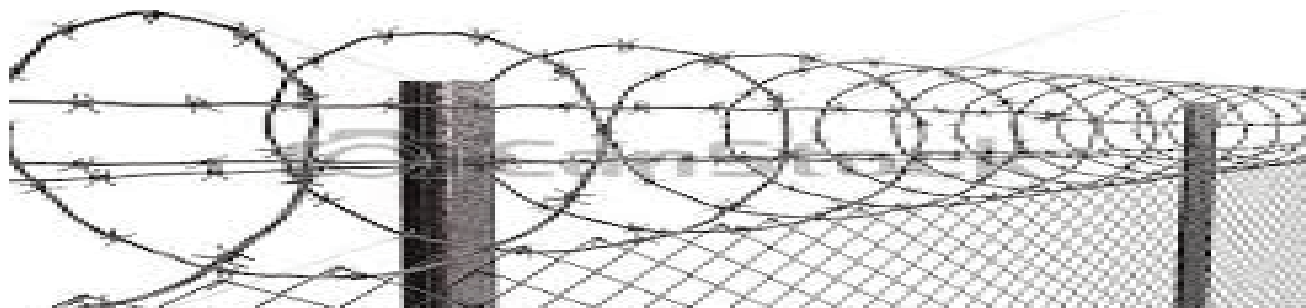


Bienvenue aux réfugiés, solidarité apatride !

Nous ne rentrerons ni dans le jeu fascisant de la mairie de Saint Gaudens, ni dans les magouilles de l'État. Il est urgent d'accueillir dès maintenant, de créer ensemble une entraide internationale, révolutionnaire, loin de la xénophobie ambiante et des logiques de haine et de repli identitaire.

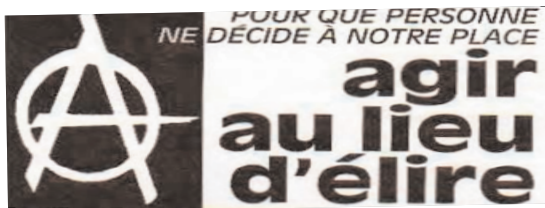
**Contre les frontières, les nations et leurs guerres,
notre identité, c'est la solidarité !**

*[Tract distribué au marché de Saint Gaudens,
action commune avec le collectif Nuit Debout]*



LE HIT DU MOIS !

"J'ai soupé d'leur politique ;
Les politiciens
Nous font une république
Bonn' à foutr' aux chiens.
Peuple, n'sois donc plus si flemme,
Au lieu d'ètr' votard,
Faut fair' tes affair's toimême :
Te dit l'pèr' Peinard. (bis)"



AGENDA MILITANT ÉVOLUTIF !

21 février 2017 : Retour sur le mouvement **Occupy Wall Street**, en présence de **Mark Bray**

26 février 2017 : Présentation du livre "**Les fils de la nuit**".

Courant début mars : projection du film **Libertarias**.

Tout ça au cinéma Le Régent à St Gaudens, aux alentours de la tombée de la nuit, infos plus précises d'ici peu !

Notre destinée, c'est d'arriver à cet état de perfection idéale où les nations n'auront plus besoin d'être sous la tutelle ou d'un gouvernement ou d'une autre nation : c'est l'absence de gouvernement, c'est l'anarchie la plus haute expression de l'ordre » Elisée Reclus

Retour sur le mouvement contre la loi travail : Manif' sauvage à Saint Gaudens !

Le 28 mai 2016, environ 300 personnes se retrouvaient face à la sous-préfecture de Saint Gaudens après un court défilé de quelques centaines de mètres. Durant les prises de parole, une partie des manifestant.e.s faisaient part de leur déception. Comme souvent, la virulence des propos de la passionaria cégétiste locale contrastait singulièrement avec le manque d'ardeur de son organisation pour battre le pavé Saint-Gaudinois.

Alors que le rassemblement était censé se disperser, des participant.e.s ont décidé malgré tout de poursuivre la manifestation. Ainsi, derrière la banderole « La révolte c'est capital, riposte sociale » du groupe anarchiste Nosotros, derrière les drapeaux de Solidaires, et avec l'engouement de nombre d'irréductibles, ainsi que le jeune mouvement Nuit Debout, c'est un joyeux cortège d'une cinquantaine de personnes qui a joué les prolongations d'une manifestation devenue non-officielle sur un parcours non-négocié, au grand dam des flics pris au dépourvu !

Depuis la loi est bel et bien passée, l'État a assis son diktat face à la volonté du peuple... Mais l'ex-

périence de cette manif' sauvage nous apporte une petite lueur d'espoir dans cette sombre période : nous pouvons saboter leurs plans et nous mouvoir malgré la toile du sécuritaire. Nous pouvons et nous devons faire en sorte que chaque manifestation soit une fête, un acte émancipé, et non ces défilés muets et sans suite que bureaucraties syndicales, les flics et décideurs.ses attendent de nous.

**Parce que la révolte c'est capital,
riposte sociale !!**



POUR UNE ÉCOLOGIE (RADICALEMENT) ANARCHISTE

Penser global, agir local (E. Reclus)

Préambule

Depuis un bon siècle, parmi les conséquences désastreuses du développement du capitalisme mondial – guerres, famines, misères sociales, abrutissement général des dirigeants et des populations... - à travers une industrialisation irréfléchie (puisqu'uniquement basée sur une production économique n'ayant pour but que l'augmentation des richesses d'un petit nombre d'individus sur la Terre), figure en bonne place l'accélération de la dégradation du climat et des milieux naturels, en même temps que la pollution (et destruction) des écosystèmes et la raréfaction des ressources naturelles.

Depuis 2007 et le rapport du GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution des climats), les décideurs politiques, les capitalistes forcenés, l'élite intellectuelle, ne peuvent faire autrement que de prendre conscience de ces faits là : la pollution rurale et urbaine s'étend à la terre entière, et ils en sont les coupables. Mais comment répondre aux populations touchées (humaines et animales) que la catastrophe arrive et qu'eux-même, s'ils ne font rien, disparaîtront avec !

Faisons appel à nos chiens de garde, ils nous trouveront quelques solutions !, se disent-ils.

Politiquement, les hommes de pouvoir à la solde des capitalistes vont inventer de nouveaux partis dont la pensée dite écologiste n'est là que pour couvrir d'une couche enfumée leurs traîtres turpitudes. Économiquement, les capitalistes se frottent les mains d'avoir découvert de nouvelles façons de s'enrichir. Les élites intellectuelles en

profitent elles aussi pour développer de soi-disant nouvelles formes de pensées qu'ils n'osent encore nommer écologistes, vu que l'écologie étant une science, ils ne peuvent en saisir les contours.

Nous pensons que le capitalisme (et son corollaire, la domination de l'homme sur la nature), loin d'être en crise, est la cause première de la destruction des écosystèmes indispensables à une vie équilibrée de tous les êtres humains en rapport avec des ressources naturelles non dévoyées, et pourquoi, en tant qu'anarchistes, nous militons pour une écologie radicalement libertaire.

Qui sont les coupables ?

Le constat accablant du GIEC, organisme à la solde des industriels (par l'intermédiaire des états), vient enfin apporter de l'air (scientifique) aux moulins à vent de tous les réformistes écologistes de tous poils qui depuis un certain nombre d'années tentaient de lancer des alertes timides. (De René Dumont – 1er écologiste à s'être présenté à une élection présidentielle en 1974- à Attac, les mouvements écologistes ont fait quelque peu florès dans le monde intellectuel, développant cette délirante idée que nous pouvons tout résoudre grâce au capitalisme vert !). Pour quel résultat ? Les problèmes environnementaux continuent de s'accroître, explosent, au détriment essentiellement de la grande majorité des humains (et de la Terre et tous ses occupants) avec laquelle ils essayent tant bien que mal de survivre.

Soyons logiques : dans la trilogie - hommes de pouvoir (Etat), capitalistes sans foi ni loi, élite intellectuelle imbue d'elle même -, les scénarios annoncés concernant l'évolution de la catastrophe se suivent et se ressemblent, avec bien entendu quelques variantes que les chiens de garde



du pouvoir se flattent de dégoiser à tout va sur tous les moyens de communication (pubs, télévisions, radios, internet...) que les capitalistes mettent à leur disposition. Avec à chaque fois les mêmes constats : on tente, avec une nouvelle génération de dévots serviles, les dits Experts (le GIEC n'est-il pas un groupement d'experts ?), de mesurer les dégâts, et on affirme que l'on tient les choses en mains afin de rassurer le peuple.

Mais où en sommes nous ? Chaque année force est de constater que la misère humaine va grandissante, que les écosystèmes naturels se dégradent de plus en plus, et qu'à l'opposé, la trilogie fonctionne à plein régime, les capitalistes s'enrichissent (en exploitant sans foi ni loi), les dictatures s'enflamment dans des guerres innombrables ou autres terreurs (même soi-disant démocratiques), et les intellos pavoisent. Ils sont là les coupables.

Pourquoi l'écologie et les enjeux environnementaux ne peuvent se concilier avec le capitalisme

L'écologie étant la science du rapport de l'humain avec son environnement, elle doit donc se soucier que l'humain établisse avec son environnement un rapport de qualité, basé sur une équité de droits et de devoirs entre les hommes et toutes les ressources naturelles (animales et végétales), au risque de voir le rapport se dégrader, comme on le constate aujourd'hui.

La définition de ce rapport ne peut être confiée à une poignée d'individus soi-disant éclairés, qui décideraient pour l'ensemble des humains ce que l'on doit faire des ressources naturelles. Ces dernières étant différentes et dispersées, seuls celles et ceux qui en sont proches et qui y vivent en connaissent leur nature et leurs qualités, seuls ils peuvent en tirer le meilleur parti, en retirer leurs besoins à travers une exploitation et une production qui permettront à ces ressources de se renouveler. Cette règle simple est totalement contraire à l'esprit et au fonctionnement du système capitaliste qui lui ne dépend non pas des hommes mais du profit économique (qui n'a que faire de la vie humaine). Le capitalisme, par nature et contre la nature, ne peut que créer des déséquilibres et de la violence en cause dans tous

les problèmes environnementaux.

Citons quelques exemples d'industries destructrices d'environnements : l'industrie pétrolière, l'industrie de l'armement, le nucléaire, la chimie et sa sœur l'agrochimie, la pharmacie, etc... On pourrait citer des pages et de pages d'exemples de catastrophes écologiques sur le dernier siècle. Avec à la manœuvre quelques milliers d'escrocs, de malades, éparpillés sur la planète, nourris à la cokerie du profit, et dont évidemment seules les populations en sont victimes.

L'alternative anarchiste

Pour nous, anarchistes, l'homme ne doit pas vivre pour dominer la nature, mais vivre en symbiose avec elle. Dans la mesure où les hommes s'organisent socialement pour exister, la liberté et l'égalité entre toutes et tous demeure le principe de base. La satisfaction des besoins de toutes et tous passe par le respect de l'accès aux pouvoirs décisionnels et aux ressources de manière égalitaire. Que l'on soit aujourd'hui dans un monde rural et urbain en constante évolution ne nuit nullement – pour paraphraser E.Reclus - à une pensée écologiste globale, et à la mise en place d'actions locales, contre toutes formes de concentrations des sociétés chargées de la propagande, qu'elles soient politiques (départements, régions, États-nations), industrielles (regroupements d'entreprises en vue d'un plus grand profit), intellectuelles (sociétés de marketing, journaux, etc...).

Ainsi, si aujourd'hui nous sommes persuadés que l'écologie capitaliste n'est qu'un paravent pour le système en place, toutes les luttes contre celle-ci doivent être menées avec la plus grande fermeté pour la survie de nos écosystèmes, pour le respect de la biodiversité dans son ensemble, pour le respect de la dignité des populations, le respect de ses besoins en ressources naturelles et propres, et le respect de la nature dans sa nécessité de renouveler ces mêmes ressources dont nous avons besoin.

HASTA LA VICTORIA SIEMPRE !!!

REPRESSION ET VIOLENCES POLICIERES PARTOUT ! JUSTICE NULLE PART !

A chaque manifestation contre la loi travail, les provocations, intimidations et violences policières firent, comme à l'accoutumé, partie d'une stratégie de la tension orchestrée par l'État dans un contexte de criminalisation et de répression des luttes sociales.

Le 20 avril, suite à une intrusion violente de la police, le local de la CNT de Lille a été saccagé, ainsi que deux militants interpellés. Le 28 avril, à Rennes, un étudiant a perdu définitivement l'usage d'un œil par tir de Flash-Ball. Il ne s'agit là que d'exemples, parmi tant d'autres, des conséquences de la violence policière lors de ce mouvement social. Plus récemment, hors contexte du mouvement contre la loi travail, le 19 juillet, Adama Traoré trouvait la mort par étouffement, selon les éléments concordants de deux autopsies, lors de son interpellation par des gendarmes. Ces violences policières, légitimées par l'État, ont souvent fait et continuent de faire de nombreuses victimes. Si la mort de Rémi Fraisse, victime d'une grenade lancée par un gendarme mobile, est encore dans toutes les mémoires, le rapport " L'ordre et la force " de l'ACAT

(Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture), rendu public le 14 mars 2016 à l'occasion de l'examen de la France par le comité de l'ONU contre la torture, énumère une longue liste des violations par la France, des dispositions de la convention contre la torture, notamment à propos des violences policières. Il recense depuis 2005, une quarantaine de personnes grièvement blessées dont 12 mineurs, et un homme mort, par l'utilisation des lanceurs de balles de défense, ainsi que 8 décès lors d'immobilisation par placage ventral ou pliage. La loi du silence du ministère de l'intérieur et l'impunité des forces de police qui commettent ces violences, démontrent que pour l'État, le droit à la répression et à l'usage de la violence prime sur le droit des citoyens à contester ses choix et décisions. Il est illusoire de croire que le rôle des flics est de

protéger les citoyens et tout aussi illusoire de penser que ces violences et leurs victimes sont de la seule responsabilité de la chaîne de commandement. De la base au sommet, du donneur d'ordre à celui qui sans état d'âme les exécute, policiers et gendarmes font profession de protéger avant tout un système qui, sous les apparences d'une démocratie en trompe l'œil, ne vise qu'à pérenniser le capitalisme et les injustices sociales.

Cette situation semble pour les tenants du pouvoir la norme d'un État " de droit ". Un droit dont l'État lui même n'hésite pas à s'affranchir, au besoin en promulguant par exemple un décret d'utilité publique, une autorisation de défrichage et un dérogation à la loi sur les espèces protégées, pour lancer au forceps la réalisation du barrage de Sivens ; décisions qui seront ultérieurement invalidées par le tribunal Administratif de Toulouse le 1er juillet 2016. Pour imposer par la violence un projet contestable, annulé ensuite par la justice administrative, les flics, au service de l'État " de droit ", ont assassiné Rémi Fraisse qui s'opposait à ce projet. Après que ces violences soient commises cer-

tains, avec naïveté, espèrent que l'usage disproportionné de la force sera sanctionné et que justice sera rendu aux victimes et à leurs proches. Après tout, ne vivons nous pas dans un État dit " de droit " ? Que de fois n'a t-on entendu après de tels drames des appels au calme, au prétexte de faire confiance à la justice et de lui laisser sereinement suivre son cours. Mais de quelle justice parle t-on ? Celle des comparutions immédiates pour ceux qui contestent les décisions et les choix de l'État et qui est aussi celle des instructions marathon pour les zélés serviteurs du pouvoir matraquant et gazant à tout va, provoquant ainsi des dommages corporels irréversibles et parfois des décès. En pareil cas, la suite du scénario est bien réglée. Des mois, des années souvent, après le déroulement du drame, quand la pression médiatique est retombée, l'émotion,



l'indignation et la révolte qu'il a provoquées oubliées, car sorties de la mémoire collective, le prononcé d'une ordonnance de non lieu exonère leurs auteurs de toute poursuite. Ainsi va la justice dans l'État " de droit " démontrant au passage qu'elle n'est, aux côtés des matraqueurs assermentés, rien d'autre qu'un outil aux mains



du pouvoir pour pérenniser coûte que que coûte ce système pourri. En conclusion :

*« La France est un pays de flic,
A tous les coins d'rue y en a cent,
Pour faire régner l'ordre public,
Ils assassinent impunément. »*

C'est malheureusement toujours d'actualité même si l'auteur de ce couplet, quarante ans après l'avoir écrit et interprété, saute aujourd'hui au cou des flic pour les embrasser.

Face à la répression : Résistance et solidarité !

Brève de tribunal...

« Deux mois fermes », crache le procureur, perché sur son promontoire, dans sa longue cape noire. Le Zorro des bourgeois et des flics. Le gars s'emporte, postillonne, bégaye sa rage devant l'assistance, supplie la justice de me couper le cou, et le reste. C'est qu'il en a de la colère sous sa toge, le pauvre homme. Sûrement quelque névrose admise, socialement utile, comme l'est la violence d'un flic ou le sadisme d'un maton. Tout en l'écoutant déblatérer sur mon sort, je songe une nouvelle fois à mes deux jours dans les sous-sol d'un certain commissariat, à la ventilation hurlante au-dessus de mon lit de béton, aux fouilles. Aux menottes jusqu'au tribunal, jusqu'au bureau du magistrat qui, plein d'une onctueuse générosité néanmoins rigide, m'épargna la case Maison d'Arrêt. « Je vous laisse un mois pour préparer votre défense. En attendant, tenez-vous loin de notre ville. Des gens comme vous, on en veut pas ! ».

Un mois plus tard, nous y sommes. Alors l'autre rage, secoue sa robe. Que j'ai voulu défendre un pauvre bougre sans le toit en m'opposant à une cohorte de poulets zélés et remontés, ceci, le proc' ne l'entend pas. Des coups dans les jambes, un menottage rude, ma tronche contre la carrosserie, ça le proc' n'en a rien à braire. Lui me montre du doigt, de son doigt crochu de trop avoir jugé, et s'emporte. « Cet homme entrave l'action de nos forces de l'ordre, volontairement, il s'en vante même. Un violent, agressif, qu'il convient de punir. Deux mois fermes ».

Puis au suivant, à la suivante, etc... Quel théâtre. Chacun son rôle, sa pitrerie, couronnée selon la performance par du sursis, du ferme ou des jours amendes, au choix. Seuls ne sont pas condamnés les peigne-cul affalés sur leur perchoir, pourtant les pires raclures, les plus vils acteurs de ce vaudeville ridicule. Mais bon, ne reste qu'à attendre la sentence, sifflante comme un coup de glaive. Tandis que ça se ronge les ongles côté jugés, on rigole à la barre, la greffière se poile, des avocats s'amuse. C'est ainsi, les uns jouent un salaire, les autres leur vie...

Moi j'aurais pas dû. Pas dû m'approcher de l'interpellation du gars bourré, pas dû poser de question. Pas dû m'indigner, pas dû tenter de faire diversion et m'agripper plus loin à la devanture d'un commerce, pas dû résister jusqu'à l'arrivée des renforts, pas dû refuser de donner mon nom, pas dû me taire le temps de la garde à vue. Il aurait fallu rester citoyen, lever haut le bras vers le ciel et saluer le geste. Applaudir les uniformes et conspuer l'informe, le gueux, le rebelle. Puis continuer à marcher et consommer, comme tout un chacun, comme ce même proc' en short en week-end, avec sa femme, son chien et sa névrose.

Un mois avec sursis pour rien, ou pour l'exemple, à voir. Et des frais de justice, pour rentabiliser la chose. La justice est juste. Juste un spectacle !

Un cobaye parmi tant d'autres

Chronique bouquin

Georges Courtois – « Aux marches du palais »

Autobiographie d'un « malfaiteur professionnel », comme aime à se décrire Courtois. Après des années de tôle, Georges Courtois, Karim Khaldi et Patrick Thiolet prenaient en otage la cour d'assises du tribunal de Nantes, aidés de flingues et de grenades. La télévision fut convoquée. Le 19 décembre 1985, jouant le tout pour le tout, Courtois et ses compagnons de misère défiaient la toute-puissante justice française.



Les justes, et puis les autres...

« Messieurs, mesdames les jurés... Je vous déclare coupables ! Coupables d'être ici. [...] L'ignorance est une faute. On doit savoir.

Quand on vient procéder à l'élimination de certains individus, on doit savoir ce qu'on fait. [...] Vous êtes coupables d'avoir participé à cette juridiction répressive. » Courtois

L'écrit acéré, Courtois nous pousse aux rires, des rires certes amers, mais des rires quand même. Dans le livre, l'ex-taulard démonte et brise tous ces dits innocents, fourbes planqués derrière le bouclier de la loi.

L'ordre bourgeois fait ses lois à son image. Ainsi, coupables sont ceux qui touchent à l'argent des riches, ceux et celles qui, de débrouille en débrouille, refusent de rentrer dans les clous et reprennent ce que chaque jour on nous vole. Pour Courtois, la prison est coupable, comme le sont la société de classe, la violence sociale, ces routes rectilignes tracées par les puissants à l'usage des dominés, éternellement courbés.

Itinéraire d'un révolté

Courtois a passé plus de la moitié de sa vie sous les verrous, séquestré pour de menus larcins, dissimulé à la vue de tous, car trop ardent. On voulait faire de lui un plombier, on voulait lui coller une vie, une étiquette sur le front, un boulot, une routine. Lui choisira gangster, puis la prison, à l'infini, de transferts en transferts, de tribunaux en tribunaux. Une interminable spirale judiciaire. C'est ainsi, certains naissent friqués, d'autres naissent pour servir, et quelques uns se retrouvent à onze balais à peine en cage pour mineurs, avec des tortionnaires en guise de surveillants. Courtois raconte son éducation pénitentiaire, puis la cambriole de jour, les prisons de Nantes et d'Angers, une carrière d'insulteur de magistrats, la prison de Poissy, l'expérience des Quartiers Haute Sécurité, l'isolement.

« Il n'y a rien de plus inhumain que la prison. C'est vivre comme un tube digestif ».

Aux marches du Palais est le récit d'un gars qui refusa justement de vivre comme un intestin, comme le souffre douleur des matons, humilié par la condescendance des juges, écrasé par le poids d'une société excluante, celle-là même qui crée des normes à son image et met ses anormaux en cage.